



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Ne vous lamentez pas, organisez-vous ! »

Joe Hill

2€



Le patronat

nous ramène

au fond du trou



Depuis l'avènement du capitalisme, les exploités ont construit dans la difficulté des outils de lutte contre les exploités. Face à la détermination croissante du prolétariat à sortir de sa condition, le patronat n'a pas eu d'autres choix que de concéder d'énormes améliorations des conditions de travail et il a tout fait pour se maintenir malgré tout. En dernier recours, il a préféré laisser le fascisme dévaster l'Europe et le mouvement ouvrier au passage. Les organisations révolutionnaires qui ont amené des millions d'individus à s'organiser pour la rupture avec la société de classes, les syndicats qui ont arraché des conditions de travail ne serait-ce que décentes, les bourses du travail qui ont construit à la base une éducation ouvrière sont aujourd'hui fortement affaiblies, et les mouvements massifs et revendicatifs d'antan ne sont plus victorieux, et bien moins fréquents. Le traité transatlantique qui entrera en vigueur en 2015, l'accord national interprofessionnel de janvier 2013, la réforme des retraites, des hôpitaux, les propositions du Medef qui veulent abolir le Code du travail reprises aussitôt par le gouvernement sont autant d'événements récents qui présagent un retour en arrière de plus d'un siècle. Redonnons-nous les moyens de combattre. La conscience de classe n'a pas disparu et il est clair que les exploités ne se laisseront pas indéfiniment faire. Préparons-nous, les forces existent, il ne manque que la volonté.

Actualité

- À droite et plus si affinités**, par R. Pino, page 3
Retour sur la grève à Air France, par G. Goutte, page 4
Le patronat se la joue rétro, par Justhom, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

International

- L'Inde, démocratie totalitaire**, par P. Sommermeyer, page 7

Arguments

- Avant la décroissance, la fin du capitalisme**, par Fred, page 10
Ernesto Laclau, anarchiste ? Erwan, page 12
Si on consommait comme les Américains, P. Pelletier, page 13

Expressions

- La Nueve : les temps changent**, par R. Pino & D. Pinos, page 16

Histoire

- Jean Jaurès et la guerre**, par R. Berthier, page 19

Illustrations

- Aurelio, Krokaga, Nemo, Riri**

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n ^{os} hebdos, 1 n ^o hors série	25 €
6 mois, 18 n ^{os} hebdos, 2/3 n ^{os} hors série	50 €
1 an, 35 n ^{os} hebdos, 5/6 n ^{os} hors série	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

À droite et plus si affinités

C'EST FAIT, LE SÉNAT repasse à droite. Vous ne vous étiez pas aperçus qu'il était à gauche? Normal, on ne s'est pas non plus aperçu qu'à l'Assemblée nationale il y a une majorité de gauche, ni même que nous avons un gouvernement complètement à gauche! Les classes populaires encore moins, qui subissent une politique d'austérité qui ne veut pas dire son nom, dans la droite ligne que celle entamée sous l'ère Sarkozy. Les élections sénatoriales ont donc eu lieu; on ne parlera pas de taux d'absentéisme, car en l'occurrence il s'agit d'élections au suffrage universel indirect. Petit rappel, les votants sont ce que l'on appelle les «grands électeurs». Dans chaque département, ce collège électoral est constitué par quatre catégories: députés et sénateurs, conseillers régionaux, conseillers généraux et délégués des conseils municipaux (ou leurs suppléants).

Les élus le sont pour six ans, le Sénat étant renouvelé par moitié tous les trois ans. Caractéristique de ce suffrage universel indirect en vigueur pour les élections sénatoriales, une incitation au clientélisme le plus éhonté et à des «combinaciones» et alliances forgées dans les couloirs entre deux portes, et où l'intérêt public est bien loin des préoccupations de cet antre de conservateurs, qui se donnent comme objectif principal de prolonger les procédures d'application des lois votées à l'Assemblée nationale et de ne «surtout pas aller trop vite».

Ce qui faisait d'ailleurs dire à une Marine Le Pen, au lendemain des élections municipales de mars, qu'elle se posait la question de l'utilité du Sénat de nos jours, allant même jusqu'à demander sa suppression. Les temps changent; depuis deux semaines, elle n'en finit plus de se féliciter de la «grande victoire» obtenue par son parti. Cette victoire ne tient pas tant au nombre d'élus frontistes (deux) qu'aux scores réalisés. En théorie le parti d'extrême droite disposait d'une réserve d'un million de voix; à l'arrivée, il en récolte quatre fois plus. Un constat s'impose: la «porosité» entre UMP et FN s'accroît, et le vote secret honteux pour l'extrême droite est devenu vote assumé et revendiqué. Autre constat, les candidats FN n'obtiennent plus seulement leurs scores en milieu urbain, mais également en milieu rural, surfant allègrement sur la vague du «tous pourris» – sauf eux, évidemment –, appelant les électeurs à conserver les rouages du pouvoir, à condition de chasser «l'UMPS» pour les y installer eux, les «vrais» nationalistes.

Face à la banalisation des idées frontistes, les partis traditionnels perdent lentement mais régulièrement du terrain. À droite en raison de cette «porosité» entre UMP et FN, à gauche en raison de cette persistance à gérer le capitalisme en ayant définitivement cessé de le combattre. Côté frondeurs du PS et autres Montebourg, à part quelques aboiements



épars, chacun rentre vite à la niche. Côté haut de la pyramide, Jean-Christophe Cambadélis est même satisfait de ne pas avoir assisté à «la vague bleue annoncée... on pensait que la défaite serait plus franche, plus large». Avec des optimistes de cet acabit, le PS a du mouron à se faire et le «petit peuple de gauche» n'a pas fini d'être déçu. Et à gauche de la gauche? Mélenchon est quelque peu dépressif depuis les résultats de son parti aux municipales de mars. Le PCF, lui, ironise sur la claque prise par le PS (dix-sept sièges perdus) en oubliant de rappeler que lui-même en perd trois sur cinq. Les écolos font les morts: s'ils n'ont perdu aucun siège, c'est tout simplement que ceux-ci n'étaient pas renouvelables cette année; petits veinards, va. Tout ce joli monde s'épuise depuis des lustres dans une stratégie électoraliste qui devait être un outil permettant au prolétariat d'accéder au pouvoir et d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est du moins ce que certains affirmaient déjà à la fin du XIX^e siècle. On a pu constater depuis que, s'il est toujours beaucoup question de pouvoir, on parle de moins en moins d'émancipation des travailleurs (combien au Sénat, à l'Assemblée nationale?).

Et à la gauche de la gauche de la gauche? Tout en rappelant que la solution se trouve dans la rue, nombre de formations révolutionnaires ou se prétendant telles continuent de participer au jeu électoral. Quand elles ne s'y impliquent pas directement, elles ne manquent pas d'apporter leur soutien aux candidats qui peuvent avoir ne serait-ce qu'un ou deux points communs avec elles (PCF, Parti de gauche, EELV...), ce qui n'a d'autre but que de leur donner une visibilité dans le panorama politique français.

Et nous? Le moins qu'on puisse dire, c'est que, si depuis longtemps idées et pratiques

libertaires débordent de nos milieux, les organisations anarchistes manquent singulièrement de cette visibilité. On nous accordera toutefois que dans la mesure où nos – faibles – forces nous le permettent, nous sommes aussi souvent que possible de tous les combats contre la classe possédante (même quand elle se dit de gauche). Et que nous ne cessons de combattre les idées nauséabondes de l'extrême droite. La montée du FN version Marine, bien présentable et mettant en sourdine certaines de ses pensées les moins présentables, c'est dans les quartiers comme dans les entreprises qu'il faut s'y opposer, en rappelant inlassablement que, non, il n'a pas de programme économique viable susceptible d'aller dans le sens des intérêts des travailleurs. À part fustiger l'immigré, l'étranger, l'autre, et le rendre responsable de tous nos maux, le FN ne propose rien de tangible comme alternative à la politique de ce qu'il nomme l'UMPS. Une seule chose l'intéresse: arriver au pouvoir. Pour cela, son carnet de route est déjà bien rempli: élections départementales début 2015 et régionales fin de la même année; quant à 2017, les grandes manœuvres sont déjà commencées. Notre combat contre l'extrême droite consiste à en dénoncer chaque jour la duplicité et la posture de défenseurs des classes défavorisées: vous les voyez auprès de vous dans les manif contre l'austérité? Contre l'allongement de la durée du travail? Contre le report du départ à la retraite à 65, 67, 70 ans ou plus? Pour la défense du Code du travail attaqué sans cesse par le patronat? Leur camp n'est décidément pas celui des prolétaires, et donc pas le nôtre.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Retour sur la grève à Air France

CES DERNIÈRES SEMAINES, les médias s'en sont à nouveau donné à cœur joie contre la grève, profitant de celle des pilotes pour déverser leur bile libérale. C'est que les pilotes ont su mener une vraie grève, imposant un rapport de force favorable à leurs intérêts de travailleur jusqu'à faire plier la direction d'Air France. En somme, une grève comme on n'en fait plus beaucoup en France. Une grève combative et sans complexe, qui ne tombe pas dans les pièges culpabilisants tendus par la propagande gouvernementale et patronale. Ils ont tenu bon, donc, et ont gagné – même si les médias, *Le Monde* en tête, se plaisent à dire que le conflit s'est terminé sans vainqueurs (oubliant au passage qu'Air France a lâché son bébé Transavia Europe). Cette victoire est d'autant plus importante qu'en faisant grève les pilotes n'ont pas préservé que leurs seuls intérêts corporatistes. En se dressant comme un rempart face aux ambitions antisociales de la direction, ils ont aussi protégé les salariés plus fragiles dont les mobilisations auraient sans doute été économiquement moins impactantes pour l'entreprise (sans pilote, l'avion ne vole pas). Un aspect que la direction avait d'ailleurs très bien compris et qu'elle s'est acharnée à occulter, essayant de dresser les autres salariés de la compagnie contre les pilotes. Ces manipulations pourtant grotesques ont donné lieu à des situations ubuesques où quelques stewards et hôtesses de l'air hurlaient sur les grévistes, les accusant d'être des égoïstes et des privilégiés.

La contre-attaque médiatique

La force et la réussite (relative) finale de ce mouvement social expliquent la haine que les médias bourgeois lui ont vouée pendant plusieurs jours – et qui continue encore par-ci par-là. *Le Parisien*, qui d'habitude se targue d'être relativement impartial, s'est fendu de plusieurs unes pour le moins partisans: «Le jeu kamikaze des pilotes», «14 jours de grève, une ardoise de 300 millions d'euros: tout ça pour ça!». *Le Monde* y est allé plus direct, sans chichis: «La grève des pilotes ne se justifie pas», titrait-il le 17 septembre. Bon, on ne dira rien du *Figaro*, porte-voix officiel du libéralisme: rien de surprenant à ce qu'il soutienne la direction – lui au moins a le mérite de ne pas donner dans l'hypocrisie. *Libération*, en revanche, quotidien préféré de la «gôche», n'est pas non plus en reste dans le cassage de grévistes, allant

L'un des angles d'attaque préférés des plumitifs fut celui du salaire des pilotes.



Régulièrement, ils assénaient des contre-vérités et des raccourcis, brandissant les fiches de paie de ces salariés comme des militaires l'étendard pris à l'ennemi. De fait, et c'est incontestable, les pilotes sont des travailleurs bien rémunérés, touchant entre 3 000 (copilote débutant) et 10 000 euros brut (commandant de bord) par mois. Mais combien empoche Alexandre de Juniac, actuel PDG d'Air France? En 2013, il a encaissé 375 000 euros brut, soit 62 500 euros par mois (il a pris ses fonctions de PDG en juillet 2013); donc entre vingt et sept fois plus que ceux qui font concrètement tourner la compagnie qu'il dirige (son travail à lui ne consistant essentiellement qu'à gérer l'administration qui extrait pour lui la plus-value des pilotes). Là encore, la façon de poser les questions traduit une volonté politique bien précise. Car plutôt que de s'indigner que des gens qui touchent un salaire correct fassent grève, pourquoi ne s'indigne-t-on pas que la majorité des travailleurs, en France ou ailleurs, touchent si peu?

Victoire en demi-teinte ?

Bien sûr, concrètement, la victoire aurait pu être plus éclatante, et, pour l'heure, les syndicats n'ont toujours pas obtenu une chose essentielle, à savoir que les pilotes de Transavia (la filiale low-cost de la compagnie) travaillent sous les mêmes conditions que ceux d'Air France, plus favorables. Ils ont donc certes mis un frein sérieux à une menace bien réelle de délocalisation de leurs emplois, mais leur victoire n'est pas totale,

loin s'en faut. C'est dire combien le rapport de force doit être conflictuel pour que les travailleurs parviennent à faire flancher un patronat puissant et fort du soutien sans faille d'un gouvernement à ses bottes (d'autant plus quand il est actionnaire de l'entreprise concernée par la grève). L'arrêt de travail ne suffit plus, et sans doute les pilotes ont manqué de radicalité dans les moyens utilisés pour mener leur combat. Ils auraient gagné à chercher la convergence avec d'autres secteurs professionnels en lutte (et qui ne manquent pas en cette rentrée: les hôpitaux, les femmes de chambre) et à acculer la direction et le gouvernement en ayant recours à des actions coups-de-poing, de type occupation et, pourquoi pas, sabotage. La grève montre aussi les limites – l'impasse? – du syndicalisme dit «autonome» ou «indépendant», l'absence de l'organisation en fédérations et en confédération rendant de fait très difficile toute dynamique interprofessionnelle. L'idée n'est pas, bien sûr, de faire une leçon de lutte aux pilotes grévistes, mais de s'interroger sur les réalités contemporaines des combats salariaux. L'épisode Air France montre en cela que la grève est toujours l'arme primordiale des travailleurs pour leur émancipation, mais dans quel cadre doit-elle s'inscrire? À travers quelles organisations doit-elle s'exprimer? Et comment peut-elle dépasser le seul arrêt de travail pour épouser des ambitions plus... révolutionnaires?

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

Le patronat se la joue rétro

Sous la férule des dépeceurs du Medef, nos acquis sociaux, issus des luttes menées par les travailleurs depuis le XIX^e siècle et pendant le XX^e siècle, sont en passe d'être totalement détricotés en ce début du XXI^e siècle. Avec le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et le pacte de responsabilité, les dirigeants du Parti socialiste au pouvoir et notamment François Hollande ont ouvert toute grande la voie vers un retour vers les années les plus sombres pour les travailleuses et les travailleurs.

L'attaque contre les acquis sociaux n'est pas soudaine, elle vient de loin. Mais elle s'accélère. En 2007, c'est Denis Kessler, alors vice-président du Medef et PDG du groupe Scor (société de réassurance) représentée dans quasiment tous les pays du monde, qui donne le tempo. Ce dirigeant d'une société privée détenue en majorité par des actionnaires publics montre la voie à suivre. Nous verrons plus loin comment la dilapidation des capitaux publics est mise en musique par les chefs d'orchestre du Medef.

Dans le numéro 94 de *Challenges*, du 4 octobre 2007, le gros mamamouchi écrivait sous le titre « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! » la feuille de route de Sarkozy, élu président de la République, quelques mois auparavant. En voici quelques extraits : « Le modèle social français pur produit du CNR (Conseil national de la Résistance) et des Trente Glorieuses a vécu. Il est temps de le réformer, c'est ce à quoi le gouvernement s'emploie. »

Et de donner l'angle d'attaque des acquis sociaux, je cite : le statut de la fonction publique, les régimes spéciaux de retraites, la Sécurité sociale, le Code du travail, les 35 heures, la représentativité syndicale... C'est la grande braderie où tout ce qui est rentable passera dans le secteur privé et ce qui ne l'est pas sera laissé au secteur public ou devra disparaître.

Le travail de sape amorcé par Sarkozy pendant son quinquennat n'a pas pu être mené à bien par l'intéressé, mais qu'à cela ne tienne son successeur le très libéral Hollande continue la casse. Il en rajoute car il « vole » au secours du patronat, qui réclame sans cesse des aides et des subventions diverses et variées. Le duègne n'hésite pas à dilapider l'argent public en subventionnant abondamment le patronat. Il faut dire qu'à cet effet ses têtes d'ampoule et lui-même ont fait phosphorer leurs méninges et ont été très inventifs. Dans un premier temps, ils ont sorti de leur chapeau le CICE, qui était censé donner un coup



de pouce à l'emploi ! Le résultat a plutôt été calamiteux pour l'emploi, mais la manne financière versée au patronat coulera à flots. Cela « nous » coûtera pour 2014 13,5 milliards d'euros et le prévisionnel pour 2015 est de 20,3 milliards d'euros. Comme si ça ne suffisait pas, les irresponsables ont sorti de derrière les fagots le grand frère du CICE « le pacte de responsabilité » qui, au bas mot, permettra au patronat d'empocher 46 milliards d'euros rien que pour l'année 2014. Tous ces milliards se cumulent !

Mais les hyènes ne sont jamais rassasiées. C'est dans ce contexte que Jean-François Pilliard ou « pillard » – ce qui lui conviendrait le mieux –, vice-président du Medef, intervient en éclaireur et balise le terrain pour Gattaz, en tenant ce types de propos : « C'est l'accumulation de normes qui tue la responsabilité du chef d'entreprise. » Il s'agit de faire entrer dans les cerveaux la nécessité de remettre en cause : les 35 heures, la durée légale du travail imposée aux entreprises et préconise une adaptation à chaque entreprise ; l'élargissement du travail le soir et le dimanche et pour les chômeurs de longues durées un recrutement à un coût inférieur au smic.

La route étant largement ouverte, le grand manitou du patronat peut ainsi donner le coup de grâce en affinant la casse des acquis sociaux et promettre sans sourciller la création de un million d'emplois en cinq ans, si le pouvoir politique se plie à ses exigences. Et ses exigences sont des exigences de classes, car elles portent atteinte aux conditions de travail des travailleurs et des travailleuses. Son programme ne peut pas rester sans réaction de la part des travailleurs, c'est un retour au XIX^e siècle. Jugez-en :

– Le contrat de travail, il veut le remplacer par un « contrat de projet », l'expert en manipulation joue sur les mots, c'est-à-dire que l'on dit toujours contrat à durée indéterminée mais ce contrat très particulier prendra fin automatiquement une fois le projet réalisé sic !

– Les 35 heures doivent être renégociées au niveau de chaque entreprise dans un démarche de flexi-sécurité, ça mon colon, il fallait le trouver !

– Il demande aussi un recul de l'âge légal de départ à la retraite et que les retraites complémentaires soient faites par capitalisation.

– Les compagnies d'assurances piaffent d'impatience.

– Il propose que l'Éducation nationale revalorise l'apprentissage en l'intégrant dans le système éducatif, mais surtout que les entreprises soient associées à l'élaboration des filières. Ainsi les chefs d'entreprises pourront venir faire leur marché aux futurs esclaves et recruter tous ceux que le système éducatif laissera sur le bas côté de la route.

– Au sujet de « l'assurance chômage », il peste contre le fait qu'elle n'incite pas un retour rapide à l'emploi, qu'il est trop protecteur. Il préconise la mise en place d'un « réel contrôle des chômeurs ». C'est bien connu, les chômeurs sont de redoutables fainéants et s'entêtent à ne pas vouloir travailler pour des clopinettes.

C'est ainsi que l'ex-président, lors de son meeting qui annonce son retour, à Lambersart (Nord) le 25 septembre dernier, a repris à son compte l'ensemble des propositions faites par Gattaz, et énumérées plus haut.

Pouvoir politique et pouvoir patronal sont intrinsèquement liés et mènent une lutte des classes diabolique. Tous les artifices et les mensonges sont bons pour endormir la vigilance des travailleurs et on ne peut pas dire que le pouvoir syndical soit à la hauteur des exigences que demande cette lutte des classes. Ce ne sont pas les propos tenus avec cynisme, par Denis Kessler déjà cité plus haut, un autre membre du Medef, ex-syndicaliste qui se disait de gauche et qui a tourné casaque qui me démentiront. Je le cite : « Mon job, ça a toujours été la lutte des classes ; simplement, j'ai changé de camp. » Il nous faut donc, face à cette attaque en règle, qu'impérativement nous réagissions et que nous nous organisions. Pas dans six mois, mais demain, immédiatement.

Justhom

Groupe de Rouen
 de la Fédération anarchiste

Chroniques de la guerre sociale

L'Empire du milieu

Plus précisément Hongkong où des milliers de manifestants occupent la rue façon « indignés » pour protester contre Bei-Jin (Pékin), qui a annoncé qu'en 2017 le prochain chef de l'exécutif hongkongais serait élu au suffrage universel parmi les candidats « patriotes » sélectionnés par le gouvernement chinois. « Patriotes », « sélectionnés »... On voit le topo; les Hongkongais aussi, qui dénoncent la manœuvre et se regroupent sous l'appellation Occupy Central With Love and Peace. Comme ailleurs dans les pays occidentaux, ils ont eu droit aux méthodes musclées d'une police pas du tout « peace and love ». C'est que le gouvernement hongkongais est sous pression de Pékin, qui ne rigole pas avec les manifestations qui lui sont hostiles. Quand on est marxiste-léniniste, on sait mieux que le prolétariat ce qui est bon pour lui.

Catalogne

Voteront? Voteront pas? Artur Mas, président de la Generalitat, a signé le décret de convocation à un référendum prévu pour le 9 novembre et portant sur l'indépendance de la Catalogne. Ça tousse à Madrid: « La consulta ne se tiendra pas parce qu'elle est inconstitutionnelle. C'est à tous les Espagnols de décider ce qu'est l'Espagne et comment elle s'organise. » Ben justement, ça fait des siècles que les Catalans ne se sentent pas Espagnols mais... Catalans. Il leur sera donc demandé: « Voulez-vous que la Catalogne soit un État. Et si oui, voulez-vous qu'il soit indépendant? ». Nous aurions préféré d'autres questions comme: préférez-vous être exploités par une bourgeoisie catalane ou espagnole? Réprimés par une police catalane (c'est déjà le cas) ou centraliste? Question subsidiaire: et pourquoi pas (soyons fous), une Catalogne sans classes ni État? Nos camarades libertaires et catalans ont déjà répondu le 11 septembre dernier dans les rues de Barcelone: « Soyons indépendants des États, des banques, des marchés, des patrons. »

Météo syndicale



UNE FOIS n'est pas coutume, sourions et citons un fait qui a dû faire ricaner dans les arrières-salles de l'antisindicalisme primaire, voire (avouons-le!) au-delà. À savoir la condamnation de la France par la Cour européenne de justice parce que les militaires ne peuvent se syndiquer. Diable, ça branle dans le manche. On se souviendra que la jeune CGT refusait l'adhésion des fonctionnaires (larbins de l'État!) et ce jusqu'à la Libération. Mais le syndicalisme dans les forces armées n'avait pas fait couler beaucoup d'encre. Quoique, dans les années 1970, le droit de se syndiquer pour la soldatesque s'était posé avec la création de comités de soldats. « Sous l'uniforme, tu restes un travailleur » était un slogan à l'honneur dans l'extrême gauche française.

Revenons au XXI^e siècle avec l'actuel président de la République qui déclarait en mars 2012 que les soldats étaient des citoyens à part entière. On aura tous les ingrédients pour de superbes polémiques tous azimuts! À vos marques pour les diatribes, les ukases et les excommunications. Après les grèves de pharmaciens verra-t-on les crosses en l'air? Drôle de siècle pour la Sociale.

Dans leurs réunions au sommet, CGT et CFDT vont-ils causer de ces vieux souvenirs lourds de polémiques? En effet, des indiscretions ont révélé que, à l'initiative de Laurent Berger, líder maximo de la CFDT, les naguère frères ennemis vont se voir « entre quatre yeux ».

Pour se dire quoi? Mesurer les divergences quant à la situation sociale, évaluer la longévité des couleuvres administrées tant par le patronat que par le gouvernement? On se perd en interrogations. Et si, tout simplement, c'était pour se répartir les rôles et pour se gausser des cochons de payants de cotisations syndicales? De tout ces gens faudrait s'en débarrasser!

Si sur le pavé des villes, ça et là, des manifestations, des victoires (comme celle des femmes de chambre de la chaîne d'hôtels Park Hyatt) et des « îlots » d'unité syndicale (syndicats du commerce) font espérer, les problèmes sont toujours là. Si on cause de Montreuil, des bouches syndicales s'ouvrent et on peut entendre que « le climat est lourd à l'intérieur, tout est verrouillé, l'organisation se replie sur son bunker. Thierry Lepaon est de en plus en plus contesté et la CGT est inaudible à l'extérieur... ». Triste constat, le syndicalisme à la remorque du politique peine à faire recette. L'autonomie ouvrière a toujours du plomb dans l'aile...

À Amiens, la semaine dernière, le conseil des prud'hommes a siégé pour désensabler les 595 salariés de Goodyear... La lutte juridique est un long chemin vers le bout du tunnel. Pas de quoi faire revenir Pouget.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

La plus grande démocratie du monde est-elle **totalitaire** ?

LE 12 MAI de cette année, l'Inde a élu un nouveau premier ministre. Le corps électoral de ce pays compte plus de 814 millions d'habitants. Comme d'habitude, enfermés dans notre occidentalocentrisme, ce fait nous a échappé. Qui est donc ce monsieur Narendra Modi, qui a remporté la course ? Le parti le plus souvent au pouvoir depuis l'indépendance, le parti de Nehru et d'Indira Gandhi, a mordu la poussière. Dorénavant, le Bharatiya Janata Party dirige un pays de 1 milliard 250 millions d'habitants.

Mais qui est donc Narendra Modi ?

Il a 64 ans. Il est membre du BJP qui peut être considéré comme un parti de la droite dure. Il a été premier ministre de l'Etat du Gujarat. Il est un hindou nationaliste. Du point de vue économique, il est un libéral. Il est né dans une famille de commerçants d'une des castes supérieures. Il est membre du RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh – en français Organisation nationale-patriotique), un groupe de pression violent, extrémiste et bien sûr antimusulman et antichrétien. Pour le RSS, seules comptent les valeurs hindoues à l'exclusion de toutes autres. En son sein, des unités paramilitaires ont été organisées. L'assassin du Mahatma Gandhi est sorti de son sein. Cette organisation compterait 4 millions de membres et une quarantaine de groupes affiliés, religieux, sociaux, étudiants ou consommateurs.

Au début du mandat de Modi dans le Gujarat, des émeutes éclatèrent qui firent un millier de morts, essentiellement musulmans. Il fut reproché à ce Premier ministre de ne pas être intervenu pour les faire cesser. Voilà donc l'homme qui a été élu triomphalement à la tête d'un pays de 1 milliard 250 000 habitants.

Arundhati Roy et Modi

Le Monde libertaire a ouvert à plusieurs reprises ses colonnes à cette militante radicale non violente. Dès le début de la campagne électorale, elle a pris position violemment contre Narendra Modi. Voici comment elle explique sa victoire : « La croissance rapide et forte du PIB indien s'est arrêtée soudainement et a chuté, et des millions de personnes appartenant à la classe moyenne se sont trouvées dans un trou d'air. Elles attendaient de pouvoir participer à ce formidable envol, raté ! » Le PIB indien est passé de 326 milliards de dollars en 1990 à 1 873 milliards en 2011 et stagne depuis à 1 877 milliards. Elle ajoute : « Ils sont passés de l'ivresse à la panique puis à la colère. Modi et son parti en ont profité. »

Pour A. Roy, l'économie indienne fonctionnait jusqu'en 1991 d'une façon plus ou moins



socialiste, au sens où l'économie dépendait essentiellement de l'État. C'est à cette époque que l'Inde se trouve confrontée à la mondialisation et à l'argent privé. Tant que le pays croissait à 10 %, tout allait bien pour le parti qui gérait le pays. Puis, ces trois dernières années, la croissance est passée en dessous des 5 %. Et les classes moyennes se sont retournées vers l'homme providentiel qui promet le retour de l'expansion. Ce qu'elles lui demandent n'implique pas la chasse aux musulmans. Leur demande est plus profonde. Pour Arundhati Roy, ce que ces classes demandent est simple : « Il s'agit de régler ce qui se passe dans les forêts, il s'agit de balayer toute résistance et de remettre les terres aux mains des groupes miniers et du BTP. Les contrats ont été signés il y a longtemps. Modi a été choisi parce que c'est un homme qui n'hésite pas devant une effusion de sang, pas seulement celui des musulmans mais n'importe lequel. Sur ces terres vivent les plus pauvres des populations tribales qui résistent autant qu'elles le peuvent à cette expropriation de leur pays. » L'Inde ne pouvant faire de guerre à l'extérieur, ne pouvant avoir de colonies, est obligée, pour accroître le niveau de vie de sa classe moyenne, de se coloniser elle-même. Modi est donc l'homme pour cela.

Grèves, manifestations, guérillas

Toutes les conditions sont réunies pour que les tensions sociales repartent à la hausse. Une

femme se bat dans le nord-est du pays contre une loi donnant tous les pouvoirs à l'armée. Elle utilise la grève de la faim, laquelle est considérée comme une tentative de suicide et donc illégale. Elle est condamnée à un an de prison. Condamnation qui alterne sa vie puisqu'elle recommence dès qu'elle est libérée. Le 22 août dernier, elle a été de nouveau arrêtée par des policières, battue et jetée en prison. Cette femme, Irom Sharmila, conteste cette loi qui donne les moyens au gouvernement indien de coloniser son propre pays.

Les syndicats du charbon ont appelé à la grève pour protester contre la privatisation de 10 % du capital de la compagnie minière Coal India Limited (CIL), contrôlée par l'État. CIL est le plus grand producteur de charbon au monde. Son capital est de 36 milliards de dollars (septembre 2014).

Des manifestations de femmes contre des gangs de violeurs ont été réprimées à coup de canons à eau en Uttar Pradesh (juin 2014).

Au fond des forêts indiennes, parmi les populations autochtones, la guérilla contre les forces paramilitaires organisées par de petits groupes maoïstes continue.

Tout fonctionne en Inde, la plus grande démocratie du monde.

Pierre Sommermeyer

Avant la **décroissance**, la destruction du capitalisme



Fred

Groupe Proudhon (Besançon)
de la Fédération anarchiste

QUE LES CHOSES soient claires : la Fédération anarchiste (FA) est pour la décroissance libertaire, comme elle l'a exprimé lors de ses congrès en 2004 avec la motion *Du développement à la décroissance* et la campagne fédérale qui l'a accompagnée, et en 2008 avec sa *Motion sur la décroissance*.

Certains camarades peuvent être en désaccord ou évoquer leurs doutes, leurs réticences sur ce concept de décroissance. Je répondrai simplement qu'à une époque les anarchistes rejetaient le terme d'autogestion au profit de celui de gestion directe, plus clair. Aujourd'hui, tout le monde parle d'autogestion, même si tout le monde n'y met pas exactement les mêmes définitions ni les mêmes pratiques. Va-t-on pour autant dire que la FA est contre l'autogestion ? Bien sûr que non ! Nous n'allons pas nous laisser voler les mots par les divers imposteurs du radicalisme verbal. Ce qui est important, c'est d'être compris, de parler le vocabulaire réel, d'y mettre et d'y défendre nos pratiques libertaires.

Il faut critiquer et combattre les prétentions électoralistes du mouvement écologique. Celui-ci a d'ailleurs abandonné les luttes sociales et se réfugie dans un système de lois coercitives qui visent à criminaliser les

individus et leurs comportements. Il fonctionne sur le registre de la sanction financière et de la contrainte. En ce sens, une sorte de « fascisme vert » pourrait se développer et des ponts peuvent parfois se construire entre des mouvements d'extrême droite et certains mouvements écologiques, naturalistes.

Le mouvement écologique peut très bien s'acclimater du régime capitaliste et ce dernier peut se servir de celui-là pour asseoir son emprise idéologique et économique. Le concept fumeux de « croissance verte » est à rejeter. D'ailleurs, lors des dernières marches pour le climat, les anarchistes de la section de New York de la Black Rose Anarchist Federation ont défilé sous les pancartes : « *Le capitalisme vert ne nous sauvera pas* », « *La lutte pour le climat est la lutte de classe* », etc.

Une fois que l'on a dit cela, il n'en reste pas moins vrai que les anarchistes sont sensibles à la question environnementale et s'impliquent fortement dans les luttes écologiques et sociales : contre les pollutions industrielles, contre la déforestation, contre le nucléaire, contre le vol des terres indiennes, par exemple, par des multinationales, contre les « grands projets inutiles » comme Notre-Dame-des-Landes, la zone du Testet en France,

le mouvement No-TAV en Italie, etc. La Fédération anarchiste, dans ses motions, a exprimé que la décroissance libertaire doit s'attaquer à trois fronts principaux : les transports, l'agriculture et l'industrie des armes. Sur ces trois thématiques, nous avons développé des actions propres : campagnes pour les transports publics gratuits ; développement de réseaux de solidarité, de circuits courts, d'amap ; campagnes contre la guerre. Certaines idées trouvent des échos dans la société et se développent. D'autres ont encore besoin d'être approfondies. Toutes ont besoin de se développer. Mais ces « alternatives anarchistes en actes » ne suffiront pas à renverser la société capitaliste.

La remise en cause du productivisme doit nous amener à repenser la question du salariat, du temps de travail, des revenus, indexés ou non sur le travail.

En 2004, la Fédération anarchiste écrivait : « Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme. Parce que ce système a besoin d'une croissance pour survivre, parce que sa logique propre est une dynamique suicidaire, il ne peut accomplir cette décroissance... sauf à supprimer massivement les populations pauvres, c'est-à-dire à perpétrer des génocides. La deuxième condition est la suppression de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements : multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes financières, cadre juridique sur mesure. [...] Toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à la barbarie des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un totalitarisme, le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale, la gratuité des services publics pouvant constituer un levier essentiel dans cette construction. »

Dans cette lutte, toutes les initiatives populaires sont les bienvenues pourvu qu'elles se débarrassent des slogans « Sauvons la Terre » qui se feraient contre l'humanité dans une sorte d'anthropophobie (l'humanité disparaîtra, bon débarras !). Notre écologie sociale s'inscrit dans un projet de société égalitaire, solidaire, libertaire. La question sociale doit donc être reposée et nous rejoignons là la question de l'autogestion, de la gestion directe : qui produit ? Quoi ? Et comment ? C'est la question de la socialisation des moyens de productions, concept « barbare » et « daté » pour exprimer le contrôle par les populations des usines, des exploitations agricoles, des entreprises ; leur placement sous la gestion collec-



tive, voire leur démantèlement... en tous cas une réflexion collective sur ce que nous produisons et consommons, sur la façon de le faire et sur ce que cela entraîne comme conséquence.

Par exemple, nous sommes contre l'industrie nucléaire, qui implique une pollution des terres d'exploitation de l'uranium, des risques lors des transports, des maladies, des guerres, des menaces sur la santé et l'environnement, des catastrophes. Le nucléaire implique une société policière, centralisée. Nous sommes donc pour son démantèlement immédiat. Au contraire, nous souhaitons privilégier les alternatives de micro-énergie qui rendent la maîtrise de ce secteur aux populations qui se sont fait voler leur pouvoir de décision par de prétendus experts.

Le système capitaliste et les États insistent sur une prétendue croissance nécessaire. Leur logique est de maximiser les profits pour avoir quelques miettes à redistribuer, ou pas, aux populations. Et elles de tomber dans le panneau du produire plus. La remise en cause du productivisme doit nous amener à repenser la question du salariat, du temps de travail, des

revenus, indexés ou non sur le travail, etc. Ces questions peuvent être débattues au sein des organisations anarchistes et des organisations de masse : syndicats, associations, etc. Elles trouveront leur débouché dans un vaste mouvement révolutionnaire autogestionnaire.

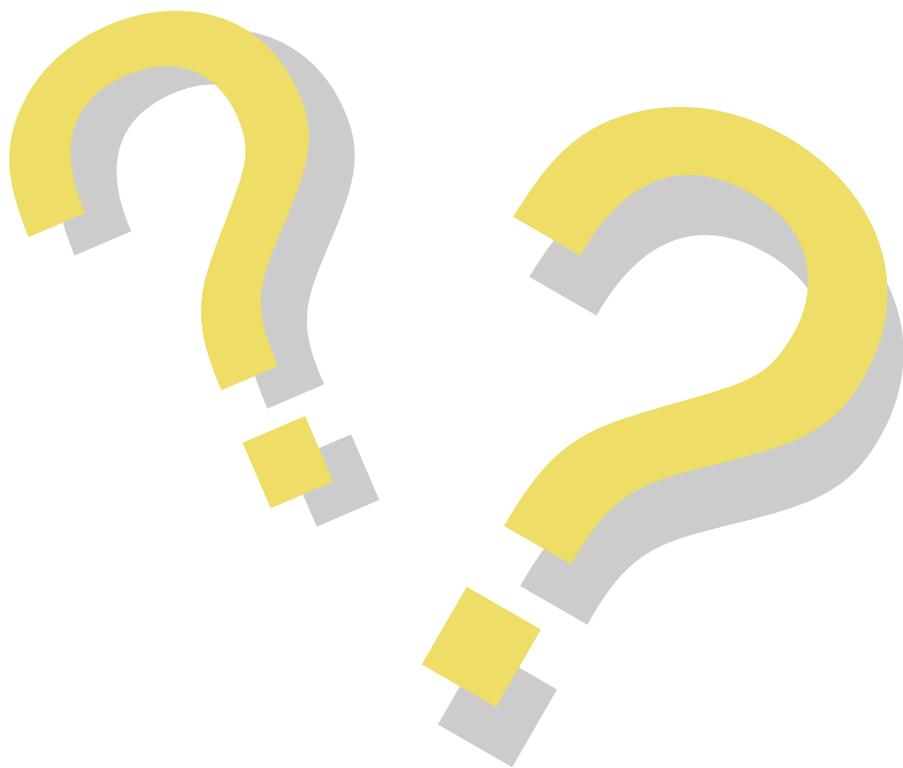
Déjà, en 1977, la Fédération anarchiste écrivait, dans sa Motion sur l'écologie : « Nous refusons le productivisme, idéologie par essence totalitaire (ne pas oublier que la phase de transition des bolchéviques, fondée sur un productivisme absolu, enterra la révolution russe). [...] Nous croyons fondamentalement que la solution finale ne peut être que l'autogestion mondiale des ressources et la répartition égalitaire et fédéraliste de la production. Il est évident que la récupération électoraliste des luttes écologiques ne remettra pas en cause cette société. La Fédération anarchiste ne saurait donc pas soutenir d'une façon inconditionnelle le mouvement écologique dont la récupération politique ne fait aucun doute. [...] C'est uniquement dans un processus visant à terme la destruction de l'État, la révolution libertaire, que les militants de la Fédération anarchiste participeront activement à la lutte écologique. Celle-ci n'est pas un accessoire, elle s'inscrit dans le cadre de la révolution sociale. »

F.

Contingence, dislocation et liberté

Ernesto Laclau

était-il anarchiste ?



Erwan

groupe Louise Michel
de la Fédération anarchiste

LE DÉCÈS du théoricien argentin Ernesto Laclau le 13 avril 2014, à l'âge de 78 ans, n'a pas provoqué beaucoup d'émotion en France, où son œuvre n'a jamais été beaucoup lue et encore moins célébrée. Les milieux d'extrême gauche, notamment, ne se sont que rarement faits l'écho de ses travaux, dont la traduction est demeurée éparse et plutôt confidentielle. Ce désintérêt est assez paradoxal puisque Laclau était l'héritier de la philosophie française des années 1970, particulièrement celle de Derrida, Lacan et Foucault. Et c'est d'autant plus regrettable que cet auteur, depuis la publication en 1985 avec Chantal Mouffe de son ouvrage le plus connu, *Hégémonie et stratégie socialiste*¹, a beaucoup apporté à la pensée contestataire contemporaine.

Son œuvre propose en effet une réflexion stimulante sur le fonctionnement des luttes sociales et politiques. Surtout, elle mérite l'attention des anarchistes tant elle semble, sur certains points, en accord avec leurs idées. Ce n'est pas un hasard si cet intellectuel a récemment inspiré un courant dit « post-anarchiste », distinct de son équiva-

lent français (incarné par Michel Onfray) et proposant de reformuler la perspective libertaire pour l'époque actuelle². Il n'est donc pas inutile de faire un tour d'horizon des concepts d'un auteur qui, malgré son inspiration gramsciste, semble souvent plus se situer dans la continuité de Stirner ou Reclus que de Marx.

Une vision de la lutte des classes

Un premier aspect clé de la pensée de Laclau est la façon dont il renforce et élargit la portée de la lutte des classes à partir d'une position anti-essentialiste. Ce terme renvoie au rejet des entités et phénomènes supposés présider à la vie des individus alors que ceux-ci en sont les seuls créateurs. Cette idée s'inscrit dans la continuité des anarchistes du XIX^e siècle, qui ont largement défriché le terrain : dieu, le roi, la nation, le droit ou la nature humaine ont été vidés de leur sacralité et de leur force contraignante ; nous savons depuis lors qu'il n'existe pas d'« essence » (religieuse, juridique, naturelle) du monde social. Croire le contraire, c'est obéir à des illusions prétendument universelles ou

intemporelles qui n'ont pas d'autre réalité que celle qu'on leur prête³.

Tout cela n'est donc pas nouveau. Mais l'apport de Laclau est d'avoir appliqué cette critique des essences au marxisme de manière à défendre la lutte des classes tout en lui ôtant son caractère dogmatique. Ainsi, le prolétariat n'est plus considéré comme l'agent privilégié et infaillible de l'émancipation. Bien entendu, cet auteur ne nie nullement le rôle historique ou la pertinence actuelle de la mobilisation ouvrière. Mais ce combat-là, aussi important soit-il, ne saurait être considéré comme exclusif ou sacré : il n'est qu'une composante des multiples conflits sociaux contemporains. Pour ce théoricien marqué par l'échec du messianisme et de l'économisme propres au marxisme orthodoxe, il n'existe pas de voie unique vers la construction d'une société libre. Toutes les formes progressistes de conflictualité, tant sur le terrain politique, social ou culturel, sont reconnues comme légitimes. La lutte des classes devient alors plus diversifiée, plus étendue, et englobe une pluralité d'acteurs, de buts et de méthodes.

Un monde de contingence

Le monde selon Laclau est donc un monde de contingence sans lois prédéfinies (que ce soit la loi naturelle, celle du matérialisme historique ou du marché), sans certitude absolue quant aux chemins que doit emprunter la révolte et sans horizon prophétique vers lequel se diriger mécaniquement. C'est aux acteurs contestataires eux-mêmes de définir leurs modes d'actions sans se laisser piéger par des grands récits philosophiques ou socio-économiques dans lesquels ils viendraient puiser une vérité et une stratégie intangibles. Par extension, aucun parti ne peut prétendre détenir le monopole de la révolution et imposer une discipline autoritaire aux militants.

Ici interviennent les notions de « chaîne d'équivalence » et d'« hégémonie ». Elles renvoient à l'idée que toute lutte globale est une agglomération de causes variées (telles que la défense d'un service public, de l'emploi, des droits des populations discriminées, etc.) qui s'associent face à un ennemi commun. Se produit alors entre elles une relation d'équivalence qui leur permet de dialoguer et de s'unir. La mobilisation qui en

La démarche émancipatrice consiste à rappeler que toute chose est politique et à agir pour dévoiler le caractère construit des phénomènes sociaux, à les repolitiser afin de les critiquer et de les changer.

résulte demeure une association souple et égalitaire d'acteurs dont les buts particuliers ne sont pas sources de division mais procèdent d'un même besoin de révolte. Par la suite, le moment hégémonique est celui où cet agrégat parvient à symboliser une exigence plus générale de justice et de liberté, révélant un manque propre à la société concernée.

Sédimentation et dislocation

À cette extension de la lutte des classes s'ajoute, chez Laclau, une théorie de la révolution. En effet, loin d'être une simple posture intellectuelle abstraite, son anti-essentialisme est aussi une source décisive de révolte. L'une des notions clés dans son œuvre est la « sédimentation » : du fait de la force des habitudes, du passage des générations et du respect de la tradition, les individus oublient que l'ordre socio-politique est une construction malléable. Ils acceptent comme naturelles des situations qui ont pourtant été initialement créées de façon artificielle. Ainsi la propriété, les contraintes du marché, les inégalités, les hiérarchies ou l'emprise de la religion sont



autant de faits sociaux sédimentés, perçus comme normaux, évidents, ayant existé « de tout temps » et donc placés hors de portée de la critique. Pour Laclau, la sédimentation est un oubli de la politique qui occulte le rapport de pouvoir situé à l'origine des pratiques et institutions sociales : une inégalité sédimentée est ainsi une relation de domination présentée comme naturelle afin de masquer la violence qui l'a initiée. La démarche émancipatrice de la « réactivation » consiste dès lors à désédimer, à rappeler que toute chose est politique et à agir pour dévoiler le caractère construit des phénomènes sociaux, à les repolitiser afin de les critiquer et de les changer. Une révolution est donc un acte de mise en cause du passé, des habitudes et des certitudes routinières acceptées par paresse ou par servilité. C'est un retour de la politique contre la sédimentation. Puisque rien n'est naturel, « normal » ou universel, alors tout peut être contesté, transformé ou aboli⁴.

Or, et c'est l'un des fondements de sa pensée, Laclau considère que la société ne peut jamais réaliser sa « clôture », donc s'unifier totalement, fixer les relations

sociales en son sein et se stabiliser sans soulever de contestation. Aucune idéologie, aucun récit déployé par les gouvernants ni aucun processus de sédimentation ne peut être absolument convaincant. Dans un contexte où les idées circulent, où les pratiques militantes se diffusent et se nourrissent les unes des autres, où nul ordre social n'est cloisonné et imperméable à l'extérieur, imposer un dogme absolu et une définition exclusive de la normalité est une tâche impossible.

C'est ce que Laclau nomme la « dislocation », à savoir l'indépassable imperfection de toute structure sociale, toujours défaillante, contestable, et l'insatisfaction qui en résulte face aux identités dociles et disciplinées que les gouvernants tentent de faire endosser aux gouvernés⁵. À partir de là s'établit l'opposition entre deux mouvements contradictoires : l'un tendant à unifier le monde social sur la base de comportements sédimentés, l'autre venant subvertir cette tendance en la remettant en cause. Se construit ainsi dans l'espace sociétal une relation d'antagonisme entre les efforts du pouvoir pour structurer la société et procé-



der à sa clôture – donc à la pacifier en la dépolitisant au maximum – et des individus qui rejettent ce processus et entrent dans une logique contestataire visant à améliorer leur condition. L'impossibilité de la clôture, en ce sens, ouvre la voie à la révolution. De plus, elle est également libératrice sur le plan individuel. En effet, grâce au caractère instable et inachevé de leur rôle social – selon lequel ils devraient rester à leur « juste place » – les individus ont l'occasion de prendre conscience de leur situation de subordination et d'hétéronomie, de la refuser, d'investir de nouvelles identités plus conformes à leurs attentes et de s'émanciper. Dans la continuité de l'anarchisme individualiste et existentialiste, voire de la pensée sartrienne, Laclau pense que la dislocation révèle aux hommes leur capacité à choisir ce qu'ils veulent être, à décider selon quelles valeurs ils veulent vivre. Ce faisant, elle les incite donc à être libres et souverains.

Il y a chez cet auteur la conviction que les individus ne sont pas tout à fait dupes du discours de leurs gouvernants et de la place que ces derniers veulent leur assigner dans la hiérarchie sociale. Les tentatives de l'Etat pour se légitimer à travers un système de valeurs et une vision du monde, et pour distribuer d'autorité la place de chacun dans la société, n'aboutissent donc jamais entièrement. Les citoyens ne se satisfont pas aveuglément du rôle qu'on veut leur forcer à

jouer ni des récits (tels que l'idéologie néolibérale) qui leur attribuent une position sociale immuable. Cette insatisfaction peut parfois prendre la forme d'un désarroi identitaire ou culturel car la dislocation empêche les dominés de se contenter paisiblement de leur sort. Mais elle est surtout l'élément déclencheur de la prise de conscience critique nécessaire au déclenchement de la révolution.

L'œuvre de Laclau est marquée par la réticence envers les vérités absolues, par des mises en garde contre l'oubli du caractère contingent et donc transformable des institutions et des identités, ou encore par la confiance dans la capacité des pratiques émancipatrices à surgir des failles de l'ordre social. En cela, cet auteur n'a pas cessé de développer des réflexions qui, sans être ouvertement anarchistes⁶, n'en sont pas moins proches de nos préoccupations. **E.**

1. *Hégémonie et stratégie socialiste. Les solitaires intempestifs*, Besançon, 2009 (1985).

2. Les travaux de Saul Newman sont ainsi à la croi-

sée de l'anarchisme stirnerien et du post-structuralisme. Ils font en partie appel à la pensée de Laclau. Cf. *Power and Politics in Poststructuralist Thought*, Routledge, London, 2005 et *The Politics of Postanarchism*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2010.

3. Ce refus de l'essentialisme s'applique également au « peuple ». Malgré son intérêt pour le péronisme argentin (un populisme au sens latino-américain), qu'il percevait comme un régime authentiquement populaire, Laclau considérait que le peuple n'était qu'une construction rhétorique et non une entité réelle et immuable. Cf. *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 (2005).

4. Cette approche peut également s'appliquer à l'identité sexuelle et il est logique qu'un dialogue se soit instauré entre Laclau et la philosophe féministe Judith Butler. Cf. Ernesto Laclau, Judith Butler and Slavoj Žižek, *Contingency, Hegemony, Universality*, London, Verso, 2000.

5. Dans une formule célèbre, Laclau en conclut à « l'impossibilité de la société » en tant que totalité sociale parfaitement unifiée et apte à éliminer toute forme d'antagonisme en son sein. Cf. « The Impossibility of Society », in *New Reflections on the Revolution of Our Time*, London, Verso, 1990, p. 89-92.

6. Il manque sans doute pour cela une dimension plus anti-étatique à ses travaux. Il faut toutefois noter qu'un sociologue comme Bob Jessop considère que les théories de Laclau mènent logiquement à questionner l'existence de l'État. Cf. *State Theory: Putting the Capitalist State in Its Place*, Cambridge, Polity Press, 1990.

Si tout le monde **consommait** comme les Américains...



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

SI TOUT LE MONDE consommait comme les Américains, il nous faudrait au moins trois planètes... Chacune et chacun d'entre vous a entendu ou lu au moins une fois cette affirmation. Des ministres l'ont dit, des candidats à l'élection présidentielle française aussi, des essayistes, on la voit partout sur la Toile... On la retrouve aussi dans le livre qui vient de sortir en français et qui fait le bilan, trente ans après, du livre choc sur *Halte à la Croissance?*, le fameux rapport Meadows de 1972 commandités et approuvé par le capitaliste Club de Rome¹.

Il s'agit d'une citation extraite d'un livre de Mathis Wackernagel et de William Rees, les inventeurs et calculateurs de l'« empreinte écologique » : « Si tout le monde avait les mêmes repères écologiques que les Nord-Américains, nous aurions besoin de trois planètes pour satisfaire notre demande matérielle totale en utilisant la technologie annuelle... Pour répondre durablement aux besoins de

la population et de la production économique, qui vont toutes deux augmenter durant les quarante prochaines années, il nous faudrait entre six et douze planètes »².

Ce genre d'affirmation remonte à la fin des années 1960. Moi-même, je l'ai entendu au début de ma formation de géographe en 1972. Depuis, elle n'a cessé d'être ressassée. Mais cette répétition ne doit pas nous effrayer ou nous tromper.

Le flou méthodologique

Déjà, le nombre. Wackernagel et Rees nous parlent de trois planètes, puis de six et même de douze. Sur la Toile, j'ai également trouvé quatre ou neuf. De trois à douze : si je compte bien, cela fait du simple au quadruple. Pour une affirmation qui se veut scientifique, sérieuse, rationnelle, implacable, il y a déjà là quelque chose de douteux. Cette évaluation semble faite à la louche ou au doigt mouillé.



Rien qu'à ce stade, et à condition de ne pas rester tétanisé par l'habillage alarmiste qui entoure la sentence, notre vigilance intellectuelle devrait être au maximum...

Un peu sur le même registre, on trouve aussi sur la Toile « si les Français... » ou encore « si les Européens... ». Les Français ou les Européens? Pas le même nombre, pas la même chose! On se trouve face à une série d'approximations qui continuent d'ajouter du flou au flou.

Enfin, j'ai peut-être mal cherché, mais je n'ai pas trouvé sur quelle base ce calcul était effectué.

Ce n'est pas tout, car il faut aborder l'affirmation sur le fond. Et la critique n'est finalement pas très compliquée.

L'économie américaine produit, consomme et exporte

Certes, les Nord-Américains — ou les États-Uniens par commodité — consomment beaucoup, en moyenne et par tête d'habitant. Mettons de côté les problèmes méthodologiques et conceptuels, donc politiques, de ce raisonnement en moyenne qui évacue les différences sociales et la lutte des classes, comme si Obama ou Bill Gates consommaient autant que le livreur de pizzas de Watts, et prenons en bloc les 314 millions d'Américains (démographie actuelle) face aux sept milliards d'humains au total.

Certes, ils consomment, et beaucoup (de l'eau, de l'énergie, des minerais, des plantes). Ils ne le font pas seulement pour se nourrir, vivre ou se gaver mais pour produire. Pas seulement pour produire, mais pour exporter. Pas produire pour produire mais pour vendre et assurer des profits aux patrons conformément à la logique capitaliste (même si cela peut être à perte, parfois, mais pour un temps limité).

S'ils exportent, cela implique que ceux qui achètent leurs produits — les importateurs et, en aval, les consommateurs des pays importateurs — ne produisent pas l'équivalent dans leur propre pays, et qu'ils ne consomment donc pas autant de matières premières ou d'énergie.

Or les États-Unis sont les premiers exportateurs du monde. Dans certains secteurs, souvent cruciaux et agro-alimentaires (secteur grand consommateur d'intrants), ils occupent le premier rang mondial: blé, maïs, soja, coton, viandes, armes, services commerciaux... Le deuxième rang pour la soie grège, le troisième pour le riz, le bois, les engrais chimiques...

Par conséquent, si les pays non-américains consommaient comme les États-Unis, cela signifierait qu'ils deviendraient à leur tour de gros producteurs. Car la question de la consommation ne doit pas se référer à tel ou tel comportement individuel ou domestique (des appareils ménagers gourmands en élec-

tricité, des voitures gourmandes en carburant...), mais à un ensemble d'usines, de manufactures, de bureaux, de gares, d'aéroports, de fermes... Tout un système économique tourné vers la domination capitaliste...

Un scénario impossible

Or ce scénario est impossible: les pays non-américains ne peuvent pas devenir comme les États-Unis, se substituer à eux et consommer comme eux. Pour deux raisons.

La première raison est liée à la logique économique. Si la Russie, les pays d'Amérique latine ou les pays africains des latitudes tempérées se mettent à produire davantage de blé, par exemple, ce sera autant de blé que les Américains ne pourront plus exporter, donc plus produire.

La solution pour ces Américains serait alors double. Soit ils trouvent de nouveaux consommateurs-importateurs de blé (on propage le hamburger...), et ce sera encore la guerre économique face aux concurrents (celle que l'humanité connaît actuellement). Soit ils réduisent leur production de blé, et exportent moins, ou plus du tout.

Mais cette dernière hypothèse est peu probable. C'est la deuxième raison de l'impossibilité du scénario. En effet, cela signifierait que les États-Unis renonceraient à leur puissance, c'est-à-dire à leur impérialisme économique, commercial et également militaire. Au cas où

on l'aurait oublié, l'État américain n'envoie pas ses soldats un peu partout dans le monde pour répandre la démocratie par idéalisme mais pour contrôler le marché capitaliste, étant entendu que la démocratie est le système le plus adapté à ce marché.

A-t-on déjà vu dans l'histoire une puissance renoncer à sa puissance? C'est théoriquement possible: soit par l'avènement de la révolution sociale planétaire (scénario qui n'est malheureusement pas pour demain), soit par le triomphe d'une puissance rivale (la Chine, la Russie, le Brésil...). Mais, dans le cas de cette hypothèse, l'histoire récente de «l'affrontement des deux blocs» (démocratique et communiste) nous a démontré que, certes, ces deux blocs se faisaient la guerre (surtout par États interposés de moyenne ou faible puissance), mais aussi qu'ils étaient capables de s'entendre et que la logique d'affrontement permettait la domination en interne de leur propre régime. L'impérialisme, quoi.

Autrement dit, affirmer que «si nous consommons (c'est-à-dire «produisons») autant que les Américains...» est un raisonnement absurde, car impossible.

Sans parler du fait que «les quatre ou douze autres planètes» qui seraient nécessaires, nous irions les chercher où? Sur Mars, sur Vénus? Non, bien sûr, ce serait sur place. Mais la terre ne pourrait plus donner certaines choses, et le système s'adapterait (ce qu'admettent Wackernagel et Rees lorsqu'ils ajoutent «en utilisant la technologie actuelle»). Ce que fait précisément le capitalisme vert...

Sous l'idiotie, le matraquage idéologique du capitalisme vert

«Raisonnement absurde»: mais s'agit-il seulement de cela? Ne serait-ce qu'une bêtise, une idiotie?

Non, je ne le crois pas. Les lectrices et les lecteurs qui me lisent sérieusement dans les colonnes du *Monde libertaire* ou ailleurs savent que, selon moi, toutes ces affirmations fantaisistes sont idéologiques, non scientifiques. Elles visent à promouvoir le capitalisme vert mis en place par une bourgeoisie soucieuse de ne pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis ses profits et par une écolocrature composée de savants, de techniciens et de politiciens, chargée de fournir des discours catastrophistes et d'assurer la gouvernance autoritaire, locale ou mondiale. Leur but reste le même depuis Malthus et l'Évangile: il faut se serrer la ceinture, il faut vivre dans la frugalité et la communauté (celle des fidèles ou bien des éco-croyants).

Dans un article, j'ai essayé également de montrer l'escroquerie scientifique de la méthode de calcul de l'«empreinte écologique» et donc de son concept tel que l'entendent Wackernagel et Rees. Car ces deux «experts» réussissent l'exploit, tel Jésus changeant l'eau en vin, de transformer des mètres cubes réels (tonnes de bois ou tonnes de poisons, par exemple) en mètres carrés, virtuels



de surcroît. Ils aboutissent en outre au paradoxe que le Brésil, par exemple, malgré le défrichement de l'Amazonie, aurait une empreinte écologique... positive³. Vérifiez. Il suffit de se donner la peine de se jeter dans leur méthodologie...

Toutes ces approches commettent l'erreur conceptuelle, en réalité politique, de raisonner en États-nations, de ne pas voir que l'économie se joue des frontières et que l'impérialisme existe ainsi que la lutte des classes. Elles minimisent la difficulté à manipuler des chiffres et des données calculés par ces États-nations. Elles s'efforcent de quantifier l'environnement à n'importe quel prix, restant ainsi dans la logique de l'in vraisemblable Produit intérieur brut qu'ils critiquent pourtant (à juste titre). Parce que telle est la place sociologique et politique de leurs auteurs, elles cherchent à légitimer les scientifiques qui se posent en experts tout en forçant le trait, tel le prêtre qui brandit le spectre du péché ou de l'apocalypse. Et ça marche...

J'exagère? Pas du tout: le seul fait que l'ânerie du «si nous consommons tous comme des Américains...» soit répétée à satiété, peut-être de bonne foi mais certainement pas avec un recul critique, montre bien que le monde actuel, même celui des militants qui se veulent conscients, est toujours prêt à gober un dogme.

Face à ce qu'il faut bien appeler une arnaque, c'est le rôle historique – n'ayons pas peur des mots – des anarchistes que d'appuyer toujours et partout la pensée libre, le raisonnement ouvert. Bien sûr, il se trouve

toujours des personnes pour fuir le débat, pour pratiquer l'anathème. Pour refuser d'admettre, par exemple, le fait historique que des intellectuels se disant «anti-productivistes» ont écrit une lettre à Hitler au nom de «l'anti-productivisme»⁴. Pour ne pas faire face à cette réalité dérangeant leurs grilles de lecture probablement apprises à l'école, par les médias ou bien par les gourous de la petite entreprise alternative.

Il s'en trouve aussi toujours qui pensent que la liberté et l'émancipation sont dans le débat. **PP.**

1. Meadows Donella, Meadows Dennis, Jorgen Randers (2012): *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)*. Paris, Rue de l'échiquier, éd. or. The Limits to Growth, the 30-year Update (2004), 434 p., p. 190.

2. Wackernagel Mathis et Rees William (1996): *Our Ecological Footprint*. New Society Press.

3. «L'«empreinte écologique», un concept et un calcul discutables». *Le Monde libertaire* — Hors série 37, été 2009, p. 25-28.

4. «1933 : Des anti-productivistes écrivent à Hitler». *Le Monde libertaire*, 1733, du 6 au 12 mars 2014, p. 14-16.

Les temps changent



Ramón Pino et Daniel Pinós

Membres de l'association 24 août 1944
et du groupe Salvador-Seguí de la FA

24 AOÛT 1944 : les premiers half-tracks de la 2^e DB du général Leclerc entrent dans Paris où l'insurrection contre l'occupant nazi a commencé depuis plusieurs jours. Ces half-tracks portent des noms aux sonorités lointaines : Guadalajara, Teruel, Madrid, Belchite, Brunete... C'est qu'il s'agit de la 9^e compagnie, plus communément connue sous le nom de la Nueve, car presque tous ses membres sont des Espagnols ayant quitté leur pays après la victoire de Franco. Républicains antifascistes et majoritairement anarchistes et antimilitaristes, ces étrangers se sont incorporés volontairement dans cette armée de la France libre afin de poursuivre le combat contre le fascisme qu'ils avaient commencé en Espagne le 19 juillet 1936.

25 août 2012 : comme tous les ans, célébration de la libération de Paris. Des anarchistes veulent participer à cette commémoration pour rendre hommage à nos anciens, libertaires ayant participé aux combats de cette libération, sous les couleurs de l'armée française. Problème, nos drapeaux sont très mal accueillis par les forces de l'ordre, qui nous repoussent hors du rassemblement et embarquent au commissariat plusieurs de nos camarades. Se battre

et mourir pour libérer Paris et la France, oui ; le faire savoir et le commémorer, non ; ce n'était pas encore à l'ordre du jour.

24 août 2014 : les temps changent, il semblerait que nous soyons devenus fréquentables ; les mêmes qui, il y a deux ans, s'étaient retrouvés en garde à vue ont pu cette année, par le biais de l'association 24 août 1944, organiser une marche commémorative avec l'aide et la participation de personnalités officielles, comme la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui depuis une dizaine d'années œuvre à faire connaître le rôle des antifascistes espagnols dans la libération de Paris (reconnaissons-lui ce travail), ou comme Jérôme Coumet, maire du 13^e arrondissement, ou Kader Arif, ministre délégué aux Anciens combattants, dont les discours étaient étonnants par leurs rappels de la lutte menée par les antifascistes et les anarchistes. L'armée s'était même fendue d'un geste de reconnaissance, en nous «prêtant» pour une journée le half-track *Guadalajara* (toujours conservé au Mont-Valérien), celui qui, il y a soixante-dix ans, était arrivé le premier à l'hôtel de ville. Celles et ceux qui nous ont accompagnés durant notre marche commémorative du 24 août dernier ont ainsi eu tout loisir

de le voir à l'esplanade des Villes-Compagnons-de-la-Libération (non loin de l'hôtel de ville). On a pu assister aussi au spectacle quelque peu surréaliste, des drapeaux noirs et noir et rouge, au milieu des officiels portant écharpes tricolores, des policiers et des militaires portant uniformes et médailles (y compris un général essayant visiblement de décrypter la signification de tous ces drapeaux).

Cette situation paradoxale nous a amenés à côtoyer le seul porte-drapeau français présent lors de la cérémonie officielle. Un peu esseulé derrière l'estrade où devaient avoir lieu les allocutions, ce jeune homme en uniforme s'est adressé à nous pour nous demander de placer à ses côtés un porte-drapeau de la République espagnole et un porte-drapeau du mouvement anarchiste portant un oriflamme noir et rouge. Devant nos mines consternées, il nous a alors expliqué qu'il était le représentant, lors de différentes commémorations, de l'association Les Oubliés de la mémoire, une association civile homosexuelle qui arbore sur son drapeau français le triangle rose que portaient les homosexuels dans les camps d'extermination nazis. Il ajouta qu'il était normal que les républicains espagnols et les anarchistes, qui avaient

été victimes, comme les homosexuels, de la barbarie fasciste, soient représentés en première ligne à cette commémoration avec leur drapeau. Une autre anecdote qui montre bien le caractère surréaliste de cet hommage à la Nueve est le moment où Armand Gatti s'adressant à Kader Arif, le ministre des Anciens combattants, lui demanda : « Vous savez vous qui a tué Buenaventura Durruti ? » Le ministre ignorant manifestement qui était Durruti, et un peu honteux, murmura : « Euh... non. » Ce à quoi Gatti répondit : « C'est étonnant que vous ne le sachiez pas, vous qui savez toujours tout ! » Au départ comme à l'arrivée de la marche, outre les déclarations des officiels, notre association (24 août 1944) a aussi prononcé plusieurs discours et interventions (une dizaine au total), mais le retard pris dans le déroulement de cette commémoration ne nous a pas permis de prononcer l'ultime allocution que nous avions préparée. Nous vous la livrons ici dans son intégralité. Vous pouvez la voir aussi, ainsi que le reste de nos activités sur notre site : www.24-aout-1944.org.

R. P. & D. P.



Manifestation en hommage à la Nueve le 24 août 2014 à Paris.

Un hommage à tout l'exil espagnol

Allocution de l'asso 24-août-1944

CE SONT LES HOMMES de la Nueve que nous honorons aujourd'hui à Paris. Mais, à travers eux, nous rendons hommage aussi à tout l'exil espagnol. Issus de pratiquement toutes les provinces espagnoles, les hommes de la Nueve sont tout d'abord des combattants pour la vie et la liberté.

Car avant de combattre sous l'uniforme dans l'armée de Leclerc, avant même de combattre sous le bleu de chauffe pour défendre la république espagnole en 1936, ils ont combattu pour conquérir leur dignité de travailleurs d'usine ou des champs et envisager pour nombre d'entre eux un monde libéré de l'argent et de l'État.

Certes, beaucoup de ces républicains espagnols, en tant qu'ouvriers syndiqués à la CNT ou à l'UGT, ont eu maille à partir avec la république quand elle était au pouvoir. Mais quand la république a été attaquée par les militaires putschistes de Franco, ils n'ont pas hésité et l'ont défendue sur les barricades de Barcelone ou dans les tranchées d'Aragon, du Pays basque, d'Andalousie ou de Madrid.

Oui, beaucoup de ces républicains, en même temps qu'ils étaient en première ligne contre Franco, menaient à bien une révolution et, dans de nombreuses villes, entreprises et campagnes, instauraient ce qu'ils définissaient comme le communisme libertaire.

Franco étant soutenu par Hitler et Mussolini, le peuple espagnol encaisse, seul ou presque, la montée du fascisme en Europe. Certes, de France, d'Europe et du monde entier, des volontaires se portent à la rescousse du peuple espagnol, mais les institutions, elles, tergiversent et préfèrent se tenir à l'écart du conflit.

Avant de combattre dans l'armée de Leclerc, ces hommes ont combattu pour conquérir leur dignité de travailleurs d'usine ou des champs et envisager un monde libéré de l'argent et de l'État.

Ainsi, la République française, celle du Front populaire, l'Angleterre, les États-Unis, toutes les grandes démocraties, s'en tiennent à la non-intervention, abandonnant une république issue du suffrage universel.

L'URSS, quant à elle, outre des avions et des armes souvent distribués sélectivement – encore que payés rubis sur ongle –, envoie surtout des agents pour essayer d'orienter l'État républicain et torpiller la révolution en cours. Pour Staline, le communisme n'était pas compatible avec la liberté...

Dans ces conditions, et malgré l'engagement incessant du peuple espagnol pendant presque trois ans, les dés sont jetés. Les troupes républicaines battent en retraite et, en 1939, un exode de 500 000 Espagnols passe la frontière pyrénéenne ou traverse la Méditerranée vers l'Afrique du Nord : la République française, à cette époque, est des deux côtés de la Méditerranée.

Comme havre de paix après trois ans de guerre civile, ce sont les barbelés des camps de concentration français qui attendent ces antifascistes. Et la République française, qui a refusé de soutenir la République espagnole, n'hésite pas, le 27 février 1939 alors que la guerre civile n'est pas finie, à reconnaître le gouvernement franquiste.

La paix sera de courte durée pour ces Espagnols exilés comme pour les autres peuples de l'Europe. En septembre 1939, la France entre en guerre, même si les combats décisifs ne s'engagent qu'en mai 1940.

Les hommes de la Nueve se trouvent donc en Afrique du Nord, exilés dans des pays colonisés par la France, voisins des colonies espagnoles du Rif et du Sud-Maroc. Soumis aux autorités de Vichy, ils doivent souvent intégrer la Légion pour éviter le renvoi en Espagne. Mais quand l'armée Leclerc remonte du Tchad, ils n'hésitent pas à désertre pour rejoindre cette troupe qui combat

Hitler et Mussolini. En France, beaucoup d'Espagnols apporteront un soutien parfois décisif à la Résistance. Ils organiseront même des maquis. On les retrouve aux Glières, dans le Massif central, dans les Pyrénées, poursuivant ainsi l'engagement entamé en 1936.

Franco, quant à lui, non seulement met en coupe réglée l'Espagne par ses exécutions sommaires, ses tribunaux militaires, l'interdiction des institutions républicaines, des syndicats, des partis, etc., mais il offre à Hitler la División Azul, près de 35 000 hommes qui combattront sur le front de l'Est. La Nueve arrive en Normandie début août 1944. Elle participe aux durs combats de la poche de Falaise et est aux abords de la capitale le 23 août. C'est elle qui est lancée par le général Leclerc sous le commandement du capitaine Dronne pour soutenir l'insurrection parisienne.

Les half-tracks qui précédaient les chars Romilly, Champaubert et Montmirail portaient les noms de bataille de la guerre civile espagnole : *Guadalajara*, *Teruel*, *Belchite*. Les combattants qui les servaient s'appelaient : Amado Granell, Luis Royo, Rafael Gomez, Manuel Lozano etc. Le premier d'entre eux à rentrer à l'hôtel de ville de Paris est le *Guadalajara*, il y a soixante-dix ans exactement. Les half-tracks des Espagnols seront là aussi pour escorter et protéger le général de Gaulle et les autorités de la France libre à Notre-Dame le 25 août, et lors de la descente des Champs-Élysées le 26 août.

Pourtant, ils seront les oubliés du roman national qu'écriront gaullistes et communistes pour illustrer la libération de la France. Comme seront oubliées ou occultées pendant très longtemps, les troupes coloniales de l'armée De Lattre, qui débarqua en Provence en août 1944 également.

Parmi les institutions, «la Grande Muette», l'armée française – et est-ce un paradoxe? –, n'a pas oublié ces faits d'armes en conservant le *Guadalajara* et le *Teruel* au Mont-Valérien.

La Nueve continuera ensuite sa route vers l'Alsace et le nid d'Aigle d'Hitler. Seuls 16 des quelque 160 engagés reviendront vivants. Ils reviendront à la vie civile : Leclerc, quant à lui, partira bientôt pour l'Indochine.

Rendre hommage à ces républicains espagnols aujourd'hui, rappeler leurs engagements pour la liberté en Espagne et en Europe sans évoquer aussi les trahisons et les abandons dont ils ont été l'objet dès 1945, serait à nouveau les trahir.

Et nous, association 24-août-1944, en tant que filles et fils, en tant qu'amis et camarades de ces hommes-là, de cette génération-là, ne pouvons que rappeler des faits qu'il nous est impossible d'occulter.

À la fin de la guerre, les regards des hommes de la Nueve, comme ceux de tous les exilés se portent au-delà des Pyrénées. Mais l'Espagne de Franco, dont l'accession au pouvoir avait été soutenue par Hitler et



Mussolini, n'est pas ou n'est plus un objectif pour les nations alliées et leurs troupes.

Pourtant, dès la libération de la France, les institutions républicaines en exil se constituent. Il y aura un gouvernement républicain en exil et les organisations politiques et syndicales aussi se réorganisent. Mais sur le théâtre de la guerre froide, l'Espagne républicaine n'est plus un enjeu.

Ainsi, malgré leur engagement dès 1936 contre le fascisme, leur participation à la Résistance, leur incorporation dans les régiments de France, leur participation à toutes les batailles, de Narvik à El-Alamein, en passant par Paris, les hommes de la Nueve, les Espagnols et leur république sont de nouveau abandonnés.

Et de l'abandon militaire à l'abandon politique, il n'y a qu'un pas. Il sera franchi au début des années 1950, lorsque l'Espagne de Franco, celle qui a écrasé la République espagnole les armes à la main, intégrera les institutions internationales.

En 1953, c'est l'Unesco qui lui ouvre ses bras. En 1955, c'est l'ONU. L'URSS, «l'amie» de la République espagnole, vote pour l'admission de l'Espagne franquiste! La France des «Lumières» et de l'abandon de 1936 vote pour aussi!

Il ne s'est trouvé que deux nations au monde pour s'y opposer : le Mexique et la Yougoslavie.

C'est ainsi que la République espagnole et les républicains sont passés par pertes et

profits par les démocraties populaires et libérales. Ils sont laissés une fois de plus à un combat solitaire et inégal que pourtant ils poursuivront soit à partir de l'exil soit dans la clandestinité en Espagne jusqu'au début des années 1970. Mais la voie est ouverte à la monarchie et à sa Transition imposées par Franco... Presque quarante ans après sa disparition, l'Espagne vit encore avec les institutions imposées par le dictateur.

Hors des institutions, il n'y pas grand monde non plus pour soutenir la république et les républicains espagnols. Intellectuels «de gauche» et organisations politiques et syndicales de France ignorent, le plus souvent, la question espagnole. Il est vrai que s'il avait été difficile de suivre la politique de Moscou à l'égard d'Hitler, il l'est tout autant de suivre celle qui se développe à l'égard de Franco...

Toutefois, des hommes intègres, libres, soutiennent activement l'Espagne.

L'Espagne de 1936. Celle qui fait face aux totalitarismes du xx^e siècle et qui en même temps se projette vers une société libertaire ou l'homme et la liberté sont au centre de tout. Parmi eux, la voix d'Albert Camus résonne jusqu'à nos jours.

Nos paroles finales seront donc les siennes, issues d'articles de *L'Express* parus les 18 novembre 1955 et 24 août 1956 et un texte anniversaire de 1951, publié par *Témoins* au printemps 1954 et repris dans *La Pléiade* en 1965).

«Et que nous reste-t-il donc qu'à prendre date et dire, pour nos amis, comme pour nos adversaires, qu'aucune cause juste ou injuste ne fera de nous des défenseurs, même tièdes, mêmes provisoires, de l'illégalité franquiste. Les hommes libres d'Espagne doivent savoir du moins, dans leur amertume, que cette fidélité d'honneur, placée par leur peuple au-dessus de tout, n'est pas morte, malgré les apparences, en France. C'est elle qui, dans un présent de honte, maintient encore, pour eux et pour nous, les chances de l'avenir.»

«Vingt ans après la guerre d'Espagne, des hommes ont voulu se réunir pour dire leur fidélité à la République vaincue. Le temps ni l'oubli, qui sont les grands auxiliaires des réactionnaires de droite et de gauche, n'ont rien pu contre cette image, intacte en nous, de l'Espagne libre et enchaînée. La Deuxième guerre mondiale, l'Occupation, la Résistance, la guerre froide, le drame algérien et le malheur français d'aujourd'hui n'ont rien enlevé à cette sourde souffrance que traînent les hommes de ma génération, à travers leur histoire haletante et monotone, depuis le meurtre de la République espagnole.»

«Alors le 19 Juillet 1936 sera aussi l'une des dates de la deuxième révolution du siècle, celle qui prend sa source dans la Commune de Paris, qui chemine toujours sous les apparences de la défaite, mais qui n'a pas encore fini de secouer le monde et qui pour finir portera l'homme plus loin que n'a pu le faire la révolution de 17. Nourrie par l'Espagne et, en général, par le génie libertaire, elle nous rendra un jour une Espagne et une Europe et avec elles de nouvelles tâches et des combats enfin à ciel ouvert. Ceci du moins fait notre espoir et nos raisons de lutter.»

Association 24-août-1944



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Guerre à la guerre

Jean Jaurès, la social-démocratie allemande et la guerre (3/3)



René Berthier

Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

Jaurès et la guerre

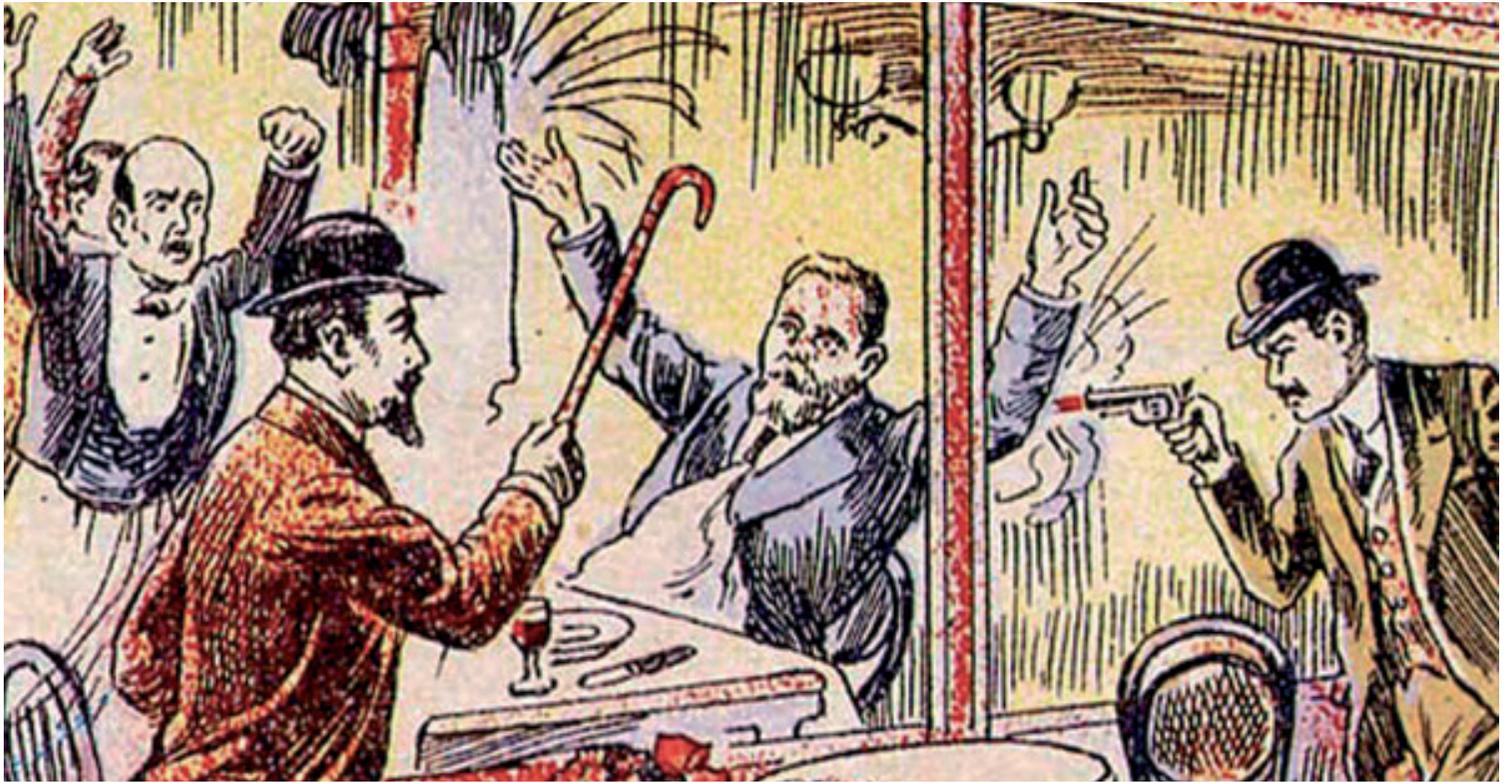
Mis en minorité en 1904 à Amsterdam sur la participation à un gouvernement de coalition et sur la nécessité de répondre à la guerre par la grève, Jaurès n'abandonne pas la partie. Il se produira un basculement au congrès de Stuttgart en 1907, car une résolution contre la guerre fut votée.

« Le congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme. »

La résolution finale du congrès de Stuttgart déclare que, si une guerre éclatait, les socialistes « ont le devoir d'intervenir pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ».

Il n'est toujours pas question de grève générale, comme le demandent les délégués français. La formulation de la résolution de Stuttgart reste extrêmement vague car les dirigeants socialistes allemands ne veulent pas entendre parler de grève générale ou d'insurrection, mais Jaurès s'en contente. Le 7 septembre de cette année, Jaurès rendit compte de son mandat de délégué au congrès socialiste tenu dans la grande salle du Tivoli-Waux-Hall. Il déclare notamment : « L'Internationale a dit aux prolétaires qu'ils n'avaient pas le droit, qu'ayant grandi, ils n'avaient pas le droit d'assister, gémissants et inertes, aux guet-apens des despotes et des capitalistes contre la paix, mais qu'ils devaient, par toute l'énergie de leur action : action parlementaire ou action révolutionnaire, écraser dans leur germe les guerres funestes. »

Le dirigeant socialiste français livre cependant une interprétation extrêmement « maxi-



maliste» de la résolution de Stuttgart. Les dirigeants allemands ne parlent jamais de grève générale ou d'action révolutionnaire. Les réactions envisagées contre la guerre sont systématiquement des interventions limitées à l'activité parlementaire des élus socialistes. Le prolétariat n'est jamais invité à l'action effective.

Jaurès n'hésite pas cependant à en appeler au soulèvement du peuple contre la guerre, c'est-à-dire à la révolution. « C'est une révolution qui sortira non seulement du cœur du prolétariat révolté à la seule pensée de la guerre où on veut l'entraîner contre d'autres prolétaires; cette révolution jaillira aussi de la conscience même du pays. Et alors le Prolétariat soulevé, usant de ses armes, non plus pour le crime, mais pour le salut et l'affranchissement, instituera un gouvernement populaire. »

Il est à craindre que le compte rendu que fait Jaurès du congrès de Stuttgart pêche par excès d'optimisme. En effet, de très nombreux délégués et la plupart des dirigeants se trouvaient très en retrait par rapport aux positions dont le leader socialiste français se fait l'interprète.

Après les vigoureuses critiques formulées en 1907 lors du congrès de Stuttgart contre la direction du parti socialiste allemand, Jean Jaurès, l'une des principales figures du socialisme français, va se montrer d'une humilité déconcertante.

« Nos camarades d'Allemagne ont eu la générosité de dire tout haut, Kautsky a eu la générosité de penser, d'écrire dans la *Neue Zeit*, que désormais il n'y a plus une hégémonie du socialisme allemand, non pas que le socialisme allemand ait baissé, mais parce que le socialisme des autres pays a monté. »

Autrement dit, les socialistes des autres pays, et en particulier de la France, s'étaient montrés de bons élèves et recevaient un bon point de leur maître, la social-démocratie alle-

mande. C'était reconnaître qu'il y avait eu une « hégémonie » du socialisme allemand; Jaurès semble éperdument reconnaissant à Kautsky d'avoir eu la « générosité » de reconnaître que « le socialisme des autres pays a monté ». Le dirigeant social-démocrate allemand se voit ainsi accrédité de la qualité de juge dispensant des diplômes de maturité au mouvement socialiste international. Cette attitude est significative de l'état de subordination psychologique du mouvement socialiste français par rapport à son homologue allemand.

Dans l'ensemble, on persistait à penser en France que les social-démocrates allemands étaient encore capables d'empêcher la guerre, si le gouvernement allemand en prenait l'initiative. C'est pourquoi les articles de Charles Andler avertissant le public français des tendances impérialistes de certains social-démocrates allemands et dénonçant l'armement de l'Allemagne, suscitèrent des réactions d'une extrême violence chez les socialistes français. Longuet et Jaurès en tête voyaient dans ces avertissements une attaque contre la bonne entente entre socialistes français et allemands. Jaurès reprocha à Andler « d'essayer de jeter des soupçons entre des fractions du prolétariat ».

Pendant ce temps, les socialistes français multipliaient les efforts pour minimiser l'impact de l'accroissement des dépenses militaires allemandes; ils s'efforçaient également d'empêcher l'accroissement des dépenses militaires françaises, sans être capables de voir que l'antimilitarisme était à sens unique. Cet aveuglement s'appuyait sur une confiance inébranlable dans les sociaux-démocrates allemands. Les socialistes français agissaient comme si l'accroissement des dépenses militaires allemande – avec le soutien des socialistes allemands – n'avait aucun impact sur la capacité desdits socialistes allemands à empê-

cher la guerre. Les moindres déclarations de socialistes allemands contre la guerre étaient amplifiées dans la presse socialiste française.

On tente de rassurer l'opinion française devant l'armement de l'Allemagne. Jaurès dénonce « l'abominable campagne d'affolement de la réaction nationaliste ». Les députés socialistes français s'opposaient avec la plus extrême fermeté à toute politique d'armement alors même que leurs collègues socialistes allemands votaient les impôts supplémentaires pour l'armement de l'Allemagne. Et les naïfs députés socialistes français continuaient de protester à la Chambre contre toute affirmation de bellicisme allemand, mettant en garde l'opinion « contre des campagnes de panique auxquelles elle [la droite] se prêtait trop facilement » – déclaration faite neuf mois après que les social-démocrates allemands aient voté l'impôt de guerre de 1,5 milliard...

Jusqu'au dernier moment, Jaurès a tenté d'éviter la guerre. Son assassinat, quatre jours avant le déclenchement des hostilités, laissa en suspens une question que beaucoup se sont posée: quelle attitude aurait-il adoptée s'il avait vécu? Un passage de *L'Humanité* répond peut-être à la question. Ainsi Bebel, approuvé par Jaurès, estimait que les socialistes, que le prolétariat, avaient la capacité de discerner s'il s'agit d'une guerre défensive, et qu'ils avaient par conséquent le devoir d'y participer. Bebel affirmait qu'aujourd'hui il était tout à fait possible de faire la distinction: dès lors, il devenait absurde de condamner toute guerre, indistinctement: la guerre menée par un peuple pour se défendre devenait légitime. Ce qui était condamnable, c'était la guerre de conquête. C'est ce que reconnaît implicitement la résolution de Stuttgart sur le militarisme, qui affirme vouloir rendre « impossible les guerres agressives ». Sur l'attitude de Jaurès s'il

n'avait pas été assassiné, la vraie question est donc de savoir à quel moment il aurait fini par réaliser qu'il s'agissait pour la France d'une guerre de défense. L'occupation par l'armée allemande d'un quart du territoire français, avec ses mines et son infrastructure industrielle, auraient peut-être contribué à former une opinion.

Dans son article de *L'Humanité*, Jaurès conclut que si le parti socialiste allemand est amené à déclarer que « la patrie allemande » n'est pas « menacée dans son indépendance », que « la guerre n'a donc pas pour objet de la défendre, mais qu'elle procède des pensées mauvaises de ses dirigeants » ; si donc le parti socialiste allemand « fait cette déclaration solennelle au nom des trois millions de prolétaires qui lui ont donné leur confiance, il crée par là même en Allemagne une situation révolutionnaire ». On reste stupéfait par tant de candeur. Dès lors, les socialistes allemands se trouvent devant l'obligation, proclamée par eux à Stuttgart, de « développer toute la force d'action qui est en eux pour prévenir ou pour arrêter la guerre. Et leur action sera d'autant plus efficace que l'iniquité de leur gouvernement apparaîtra mieux ».

L'argumentation de Jaurès devient ici stupéfiante : la « force d'action » des socialistes allemands se mesurera en quelque sorte à l'aune de l'« iniquité » dont fera preuve leur gouvernement, et elle apparaîtra « d'autant mieux que la France marquera plus nettement par une politique constante, sa ferme et loyale volonté de paix ». Autrement dit, plus le gouvernement allemand aura une volonté agressive, plus il faudra faire confiance aux socialistes allemands (et à eux seuls) pour s'y opposer, et plus il faudra que la France donne des preuves de sa volonté de paix. L'attitude des socialistes français avait un relent quelque peu munichois.



Kautsky, lui, semble être sur des positions plus réalistes. Jaurès rapporte les propos qu'il a tenus lors du congrès d'Essen.

« Bebel pense que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus en état qu'en 1870 de discerner si une guerre est offensive ou défensive. Je ne voudrais pas prendre sur moi cette responsabilité. Je ne voudrais pas garantir que nous pourrions assurer toujours si le gouvernement nous dupe ou s'il a vraiment pour objet de défendre la nation menacée. (Très bien.) »

Rejoignant Kropotkine, Kautsky est un des rares à comprendre que la manipulation de l'opinion est une arme décisive entre les mains de l'État, du capital et de la presse. Dans son intervention, rapportée par Jaurès, Kautsky s'interroge même sur l'opportunité pour la classe ouvrière de participer à la guerre, même si le pays est attaqué. La question que les socialistes doivent se poser, dit-il, n'est pas de savoir si la guerre est offensive ou non, mais de savoir si « un intérêt prolétarien ou démocratique est en question ». Car une guerre mondiale intéresse toute l'Europe et pas seulement le parti allemand.

« Le gouvernement allemand pourrait un jour démontrer aux prolétaires allemands qu'ils sont attaqués ; le gouvernement français pourrait, de son côté, démontrer la même chose aux prolétaires français, et nous aurions alors une guerre où prolétaires allemands et prolétaires français suivraient leurs gouvernements avec le même enthousiasme, s'égorgeraient et se tueraient réciproquement. C'est contre cela qu'il faut se prémunir, et nous ne nous prémunirons contre ce danger qu'en adoptant, non pas ce critérium, mais le critérium de l'intérêt prolétarien... »

En cas de guerre, ajoute Kautsky, la démocratie socialiste allemande ne se dira pas d'abord allemande, puis prolétarienne, « elle dira qu'elle est avant tout un parti prolétarien ».

Lorsque la guerre éclata le 4 août 1914, les élections législatives en France avaient eu lieu trois mois auparavant et avaient porté à l'Assemblée nationale plus de cent députés socialistes. Un congrès socialiste international était prévu à Vienne pour le 23 août avec, à l'ordre du jour évidemment, la question de la guerre. Réunis en congrès à Paris le 16 juillet, les socialistes peaufinent les décisions qu'ils seront amenés à prendre à Vienne. La majorité se rallie aux positions de Jaurès, Rappoport, Vaillant, Sembat qui préconisent la grève générale déclenchée simultanément dans tous les pays concernés par le conflit.

La thèse minoritaire défendue par Guesde et Compère-Morel est intéressante : le pays dont la classe ouvrière est la mieux organisée, donc la mieux capable d'empêcher la guerre, sera la victime du pays dont la classe ouvrière est la moins organisée et la plus faible. Vu l'état d'esprit des socialistes français de l'époque, cela signifiait implicitement qu'une grève générale conduirait à l'écrasement du mouvement socialiste allemand : c'est, dit Jules Guesde, « un crime de haute trahison contre le socialisme ». Rappelons que Jules Guesde était sans doute l'un des plus « marxistes » des socialistes français, celui dont les liens avec la

social-démocratie allemande étaient les plus forts. À quelques semaines du déclenchement des hostilités, les socialistes français croient encore en la puissance de la social-démocrate allemande : ils pensent que les millions de syndiqués et d'électeurs allemands sont la meilleure garantie contre la guerre. On proclame son admiration pour l'Allemagne de Goethe et de Karl Marx. On vante l'esprit violemment hostile au militarisme des ouvriers allemands. On met en avant l'esprit révolutionnaire – tout verbal – qui se manifeste dans les congrès de la social-démocratie.

Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se rencontrent Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la CGT française, et Karl Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne. Ils étaient là pour participer au bureau socialiste international de la IIe Internationale, qui se réunissait les 29 et 30 juillet. Jouhaux demanda avec insistance à Legien : que comptez-vous faire ? L'Allemand gardait obstinément le silence. Jouhaux en rapporte la conviction que les syndicalistes allemands ne feraient rien pour empêcher la guerre.

« L'entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C'était la répétition plus brutale encore de l'entrevue Griffuelhes-Legien, à Berlin, en 1906, au sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d'ensanglanter le monde. »

Le bureau de l'Internationale décida de convoquer un congrès socialiste international pour le 9 août à Paris au lieu du 23 à Vienne. La plupart des délégués, dont Hugo Haase, coprésident du SPD allemand, semblaient confiants. Le 29 au soir, Jaurès et Rosa Luxembourg furent acclamés lors d'un grand meeting contre la guerre. Un appel au renforcement des manifestations contre la guerre fut voté par le bureau à l'unanimité. Jaurès rentre à Paris : le 31 juillet au matin il apprend que la Russie mobilise, puis l'Autriche.

Le soir, il sera assassiné.

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. **R. B**

À lire.

« Quand Kropotkine lisait Jaurès, notes de Pierre Kropotkine dans les marges de *L'Histoire socialiste de la Révolution française* de Jean Jaurès », par Alexandre Gordon et Evguéni Starostine. Extrait de *La Révolution française et la Russie*, Moscou, 1989, pp. 158 – 187.

Jean Jaurès, *la CGT, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale*, par Alain Boscus, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Toulouse-le Mirail (Chercheur au Framespa-UMR 5136). Ce texte est la version écrite de la communication faite au colloque *La charte d'Amiens à 100 ans* organisé à Nérac (Lot-et-Garonne), par les Amis du vieux Nérac, les 25 et 26 novembre 2006.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 9 octobre

20:30 > 22:30 **Entre chiens et loups**. Apporter des clefs à l'écoute de l'œuvre de : Black Angels de George Crumb (œuvre pour quatuor à cordes électrifié, composée en 1970).

Vendredi 10 octobre

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres**. Philippe Blanchard, spécialiste de Russolo nous éclairera sur le père de la musique bruitiste.

Samedi 11 octobre

17:00 > 19:00 **Bulles noires**. Avec son dernier roman publié dans la mythique Série Noire, L'ange gardien, Jérôme Leroy s'impose comme un des auteurs français qui compte dans le paysage du polar.

Lundi 13 octobre

16:00 > 18:00 **Trous Noirs**. Jean-Jacques Delfour, auteur de *La Condition nucléaire*, explique comment une oligarchie stratosphérique nous enseigne résignation et soumission.

Mardi 14 octobre

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers**. Le travail à la SNCF : entre déni et domination ; avec Philippe Mühlstein, syndicaliste à SUD-Rail.

La librairie du Monde libertaire a besoin de vous !

QU'EST-CE QUE NOTRE LIBRAIRIE ?

Un espace militant accessible toute l'année. Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD. Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier. Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais qui augmentent, les poches vides des camarades... Bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

COMMENT NOUS AIDER ?

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de « Publico » à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

LIBRAIRIE

PUBLICO

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire

Du lundi au vendredi : 14h00 / 19h30 et le samedi : 10h00 / 19h30

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Du 9 au 12 octobre

Blois (41)

La librairie du Monde libertaire sera présente au Rendez-vous de l'histoire à Blois.

Samedi 11 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec les Chanteurs livreurs. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 18 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Rachel. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mercredi 22 octobre

Rouen (76)

20h30. La fabuleuse histoire du punk, par Clive de Grenoble. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire Rouen.

Jusqu'au 24 octobre

Paris XI^e

Exposition sur la Commune de Paris. Tout le monde en a entendu parler. Beaucoup connaissent son histoire bien qu'elle ne figure pas dans les manuels scolaires. Éric Savignac et Dominique Guerin ont cherché dans les poussières du second empire l'origine de cet épisode improbable d'un Paris libre et autogéré. Vingt planches, des textes, un album. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 25 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Frédérique chante Gaston Couté et

Pierre Mac Orlan. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

22 et 23 novembre

Lyon (69)

4^e Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. 0478 61 02 25 (du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures). 5, rue Sébastien-Gryphe. salonzedlib@lagryffe.net

L'École de La Rue

**Cycle littérature et politique :
petit choix anarchiste**

**Samedi 20 septembre
16 heures.**

**« Et pourtant ils écrivent »: les écrivains
anarchistes à la fin du XIX^e siècle en
France.**

Conférence par Caroline Granier.

**Samedi 4 octobre
16 heures.**

**Les ruines de Louise Michel ? Œuvre, projet
littéraire, plan d'écriture.**
Conférence par Claude Réat.

**Samedi 18 octobre
16 heures.**

Littérature et science-fiction.
Conférence par Bertille Samie.

**À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-
Planquette, Paris (XVIII^e)**

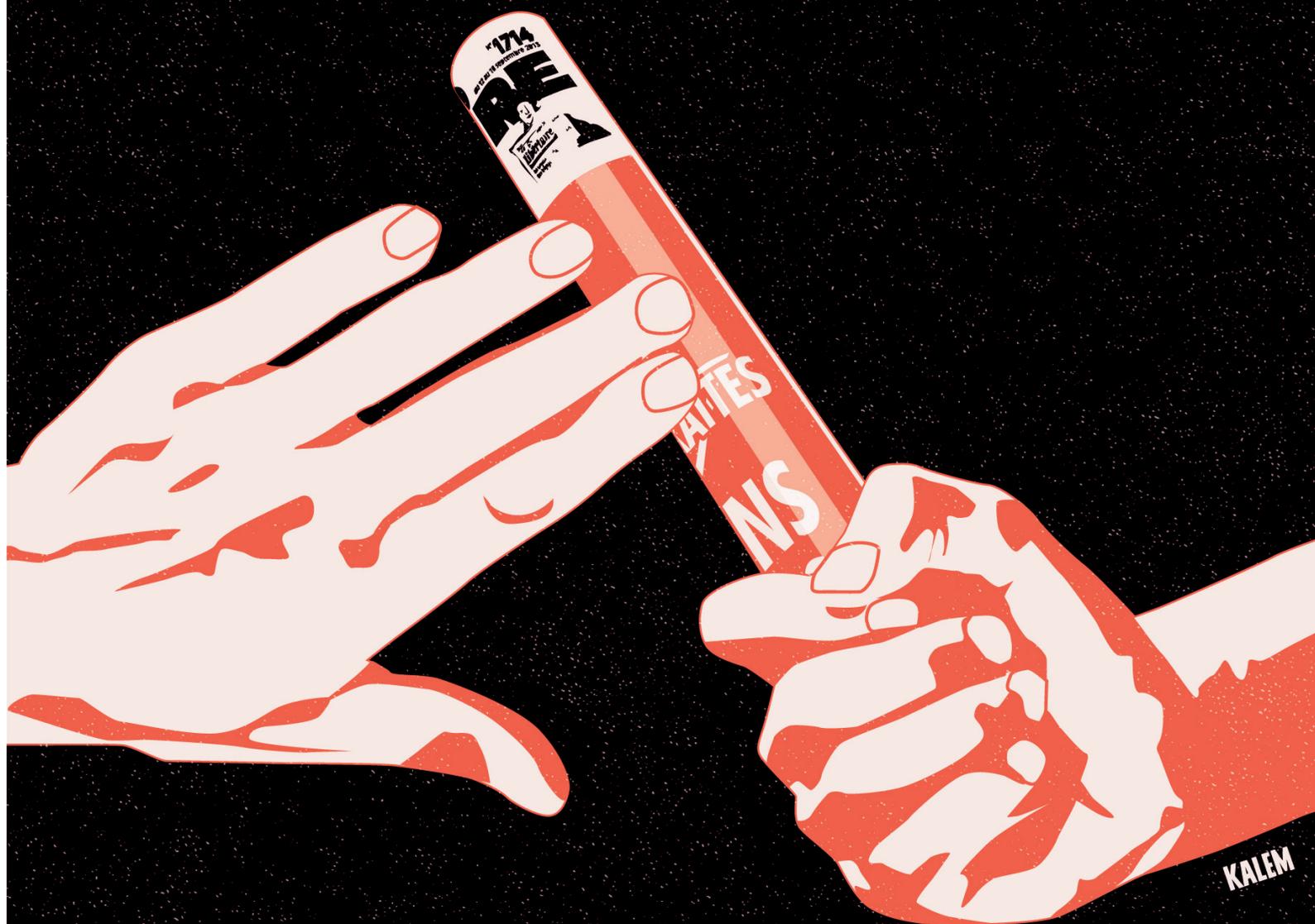
Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.
Programme sur le site www.groupe-louise-michel.org



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

Abonnez-vous
**AU MONDE
LIBERTAIRE**



LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
www.monde-libertaire.fr – 145, rue Amelot, 75011 Paris